

07/96

ECOLES EUROPEENNES

n/réf. 1212-D-94

Orig.: EN/FR

RAPPORT DU REPRESENTANT
DU CONSEIL SUPERIEUR
DES ECOLES EUROPEENNES

* 1994 *

PERSPECTIVES

L'année 1995 s'annonce passionnante pour les Ecoles européennes.

Du côté négatif, le Parlement européen a une nouvelle fois bloqué une part importante des crédits destinés à notre budget 1995 (4.500.000 ECU). Mais cette fois-ci, le blocage porte sur deux domaines bien précis, où le Parlement demande des renseignements et/ou des actions. Il s'agit tout d'abord, du Fonds de réserve, où le Parlement a besoin d'explications quant à la raison d'être de ces fonds. Par ailleurs, il s'agit du concept d'une allocation différentielle négative; en effet, il semble que certains enseignants des Ecoles européennes soient intervenus auprès de différents Députés européens en vue de l'introduction de cette allocation. Le groupe de travail sur le nouveau Statut du personnel enseignant se penche sur ce point et le Conseil supérieur sera bientôt invité à prendre une décision en la matière.

Cela constitue le seul nuage noir à l'horizon. Sinon, un certain nombre de projets stimulants sont en cours, lesquels nécessiteront des décisions du Conseil supérieur dans un proche avenir.

Par ailleurs, l'arrivée au sein de l'Union européenne de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, aura bien entendu un impact sur les Ecoles européennes aussi. Tout au long de l'année 1994, on a déployé une activité fébrile en vue de l'admission dans les Ecoles européennes d'enfants venant des trois nouveaux pays membres. Des réponses ont pu être apportées aux questions d'ordre politique, juridique, administrative, pédagogique et pratique qui s'étaient posées, de sorte que, nous sommes prêts pour la création de nouvelles sections dans les Ecoles européennes de Luxembourg et de Bruxelles.

Compte tenu des horizons éducatifs nationaux propres aux nouveaux venus, leur arrivée ne manquera pas d'apporter un dynamisme intéressant à notre sphère pédagogique. Pour ma part, je m'en réjouis à l'avance.

Il ne faut cependant pas perdre de vue les problèmes pratiques, administratifs et financiers auxquels nous devons faire face. A cet égard, disposer de l'espace supplémentaire nécessaire dans les Ecoles n'en constitue qu'un seul aspect. En effet, chaque fois que nous avons la chance le pouvoir accueillir de nouveaux amis, cela influe bien évidemment sur toute la structure de notre système, ainsi que sur son financement. Le Conseil supérieur sera appelé à étudier ces problèmes de très près dans un proche avenir. Je présenterai un document à cet effet pour le Conseil supérieur d'avril.

D'autre part, le dossier relatif au projet de troisième Ecole européenne de Bruxelles suit son cours. Certaines difficultés techniques au niveau de notre collaboration avec les instances de l'ULB (Université Libre de Bruxelles) relative aux plans préliminaires ont pu être réglées entre-temps. Et le groupe directeur a mis la dernière main au projet, dont la réalisation se déroulera désormais selon la réglementation locale en matière d'urbanisme. L'ouverture de toute l'Ecole est prévue pour la rentrée 1998/1999. En effet, on a renoncé à l'ouverture un an à l'avance, d'une partie seulement de la future Ecole.

Par ailleurs, les travaux impressionnants d'agrandissement de l'Ecole de Luxembourg sont en cours et le gouvernement italien a promis d'apporter des améliorations notables à l'Ecole de Varese.

A noter que toutes ces activités de construction s'avèrent essentielles à la lumière de la surpopulation actuelle, ainsi que de l'augmentation future des effectifs. Il y a donc tout lieu de remercier les gouvernements belges, italiens et luxembourgeois de la générosité dont ils font preuve, ainsi que de l'excellente collaboration avec leurs représentants au sein des différents comités de planification.

La création de nouvelles agences de l'Union européenne à travers l'Europe et le souhait si souvent exprimé de disposer d'une Ecole européenne dans chaque Etat membre de l'Union européenne sont deux faits qui nous rappellent qu'il faut songer à la création de nouvelles Ecoles européennes. De mon côté, j'ai participé à des discussions sur cette éventualité et cela fait plaisir de constater l'intérêt positif que suscite ce que nous sommes en mesure de proposer. En effet, un besoin croissant se fait sentir de disposer d'établissements scolaires à l'instar des nôtres, prestataires de services pédagogiques aux enfants de familles mobiles. La mobilité des populations devient réalité et nous devrions nous y préparer avant qu'il ne soit trop tard. Certes, quelques systèmes scolaires nationaux commencent à intégrer une dimension européenne/internationale dans leurs programmes. Mais les Ecoles européennes peuvent s'avérer encore plus utiles, en tant que modèles dont peuvent s'inspirer d'autres établissements en procédant à des expériences en matière de structure, d'apprentissage des langues et autres outils pédagogiques. A cette fin, nous pourrions tous faire des efforts supplémentaires, visant à attirer l'attention nationale sur notre système.

A cet égard, on constate avec plaisir les initiatives prises par certains enseignants, lesquels s'irritent -à juste titre d'ailleurs- du fait que tant de pays n'exploitent pas suffisamment bien (ou même pas du tout) les compétences acquises au cours de leurs 9 années de détachement auprès des Ecoles européennes. Nous disposons d'un groupe d'excellents enseignants ayant une formation européenne valable, dans un monde qui souligne le besoin d'un apport européen plus grand aux programmes d'études nationaux. Et on n'exploite pas leurs connaissances! Par conséquent, je me permets d'insister auprès des délégations pour qu'on se mobilise en vue de remédier à cette situation désolante.

A noter qu'un enseignant a élaboré un projet en vue de l'exploitation maximale des connaissances des enseignants des Ecoles européennes lors de leur rappel dans leur pays d'origine. Cette idée bénéficie du soutien du Parlement européen et nous travaillons en collaboration étroite avec la Commission -la Task Force pour l'Education, afin de promouvoir ces projets. Le fait que désormais, nous occupons le même immeuble que la Task Force facilitera sans doute la coopération à ce sujet, ainsi que la collaboration à d'autres expériences, peut-être au sein d'un concept comme Socrate.

Enfin, la nouvelle Convention est désormais signée. Tant mieux! Il s'agit maintenant de procéder à la ratification. Tant que tous les Etats membres n'y auront pas procédé, nous ne pourrons réaliser la modernisation, la décentralisation et la démocratisation envisagées par les auteurs de cette Convention. Nous ne pouvons avoir recours à l'élément nouveau peut-être le plus important, soit la prise de décisions à la majorité qualifiée. Par conséquent, je me permets d'insister auprès de toutes les délégations pour que le processus de ratification soit achevé au plus vite.

Au moment de la signature, certains ministres ont réitéré leur souhait d'entamer des discussions sur des changements à apporter à terme au système des Ecoles européennes. Et compte tenu du résultat final, à savoir un compromis, il est tout à fait normal que certaines délégations aient trouvé que la portée de la nouvelle Convention est trop limitée. Des discussions sur des améliorations de longue haleine ont lieu au sein d'un sous-comité du Conseil des Ministres, où nous sommes évidemment représentés. Il serait cependant dommage que les discussions sur des améliorations de ce genre se déroulent à l'extérieur de notre monde. Après tout, nous sommes les mieux placés pour discuter, analyser et faire des propositions de changements. Et les possibilités d'amélioration suite à la mise en oeuvre de la nouvelle Convention sont nombreuses. Si seulement le Conseil supérieur pouvait parvenir à un accord en la matière. Au cours de l'année à venir, un nombre considérable de propositions d'améliorations seront présentées au Conseil supérieur. Espérons que celles-ci seront acceptées.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

A la rentrée de septembre 1994, un nouvel accroissement global des effectifs scolaires a pu être enregistré: 15.306 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 248 élèves par rapport à l'année précédente.

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total	% par rapport à 1993
Luxembourg	413	1.265	1.714	3.392	+ 3,16%
Bruxelles I	273	1.195	2.005	3.473	+ 2,12%
Bruxelles II	163	923	1.425	2.511	+ 0,76%
Mol	51	210	469	730	+1,24%
Varese	122	502	625	1.249	+ 1,13%
Karlsruhe	62	456	718	1.236	- 0,5%
Bergen	78	313	435	826	-1,43%
Munich	73	385	521	979	- 2,1%
Culham	94	344	472	910	+ 8,20%
TOTAL	1.329	5.593	8.384	15.306	+ 1,65%

A l'Ecole européenne de Luxembourg la population scolaire a évolué au cycle secondaire seulement par le passage des élèves du primaire au secondaire. Dans les sections maternelle et primaire, la population scolaire est restée stable. Les capacités d'accueil de cette école fait en sorte que la Direction ne peut plus admettre d'élèves dont les parents n'appartiennent pas aux institutions communautaires.

Les Ecoles de Bruxelles I et de Bruxelles II pratiquent une politique identique. L'accroissement des effectifs au cycle maternel à Bruxelles II et aux cycles primaire et secondaire dans ces deux Ecoles est due essentiellement à l'inscription d'élèves admissibles de droit, car en effet ces deux Ecoles pratiquent la même politique restrictive que celle appliquée à Luxembourg.

A Mol, la Direction de l'Ecole a organisé une journée «portes ouvertes» destinée à attirer des élèves dans les sections existantes. Cette manifestation a permis d'accroître légèrement la population scolaire malgré le départ des élèves dont les parents ne sont plus en mesure de faire face aux dépenses résultant de l'augmentation du minerval scolaire. La diminution des effectifs due à cette augmentation est surtout sensible dans la section italienne en raison de la suppression de la subvention pour frais de transport accordée jusqu'à présent par les autorités italiennes aux familles résidant à plus de 50 km de l'Ecole. L'Ecole craint qu'une diminution semblable annoncée par les autorités portugaises pourrait entraîner également le départ d'élèves portugais dès l'année prochaine. Au Conseil d'administration de Mol, les parents ont exprimé le souhait que les frais de transport soient inclus dans les critères d'exonération du minerval scolaire pour éviter un départ plus important d'élèves.

A Varèse, l'Ecole a dû rejeter un nombre important de demandes d'inscription d'élèves non admissibles de droit en raison de la saturation des classes maternelle et primaire. Les classes situées dans l'annexe de Brebbia ne peuvent en aucun cas accepter plus d'élèves en raison de l'état des bâtiments qui nécessitaient une réfection notamment au niveau de la toiture.

A Karlsruhe on note une diminution du nombre d'élèves aux cycles maternel et primaire. L'Ecole fait observer que le nombre d'élèves diminue en section italienne parce que les parents préfèrent inscrire leurs enfants dans les Ecoles allemandes locales en raison de leur souhait de s'intégrer dans le pays d'accueil. En revanche l'Ecole a dû refuser l'inscription d'enfants en section néerlandaise en raison de la saturation des deux groupes de classes au cycle primaire.

A Bergen la diminution des effectifs s'explique d'une part par le fait que l'Ecole a porté à quatre ans la limite d'admission au cycle maternel, alors qu'elle admettait dans le passé également des élèves de trois ans, et d'autre part par l'augmentation du minerval dont les effets se font sentir au cycle primaire.

A Munich la réduction du nombre d'élèves s'explique par la politique de ralentissement du recrutement de fonctionnaires de l'OEB et la politique très restrictive d'admission d'élèves qui n'appartiennent pas à cette organisation. Par ailleurs, le nombre d'élèves appartenant aux organisations ITER et NET est moins élevé que par le passé.

A Culham, bien que 52 bacheliers aient quitté l'Ecole en juillet 1994, l'Ecole secondaire augmente de 7,3% et l'Ecole primaire de 13,2%. Ces augmentations résultant du fait que le rayonnement de l'Ecole européenne de Culham est accentué par une politique de contacts avec les autorités locales et la population des environs.

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES ET DES CHARGES DE COURS

La situation au 15 septembre 1994 est la suivante:

(1) Titulaires détachés

ECOLES	en fonction au 15/09/93	en fonction au 15/09/94	Augmentation ou diminution
Luxembourg	204	212	+3,9%
Bruxelles I	226	233	+ 3%
Bruxelles II	156	159	+1,9%
Mol	67	65	-3%
Varese	98	98	/
Karlsruhe	87	91	+4,6%
Bergen	70	72	+2,9%
Munich	67	69	+3%
Culham	76	75	-1,3%
TOTAL	1051	1074	2,19%

L'augmentation du nombre d'enseignants détachés dont le pourcentage est légèrement supérieur au pourcentage d'augmentation du nombre d'élèves s'explique par le fait que, comme le montre le tableau 2 ci-dessous, le nombre de chargés de cours est en diminution.

(2) Chargés de cours recrutés par le Directeur (les nombres entre parenthèses indiquent les chargés de cours au 15.9.93)

ECOLES	Primaire	Secondaire	Religion	Total
Luxembourg	23(25)	29(32)	29(27)	81(84)
Bruxelles I	28(28)	44(51)	43(47)	115(134)
Bruxelles II	20(19)	29(33)	38(40)	87(92)
Mol	9(8)	21(24)	13(11)	43(43)
Varese	18(19)	14(14)	18(18)	50(51)
Karlsruhe	14(15)	13(14)	14(17)	41(46)
Bergen	16(15)	22(23)	22(16)	60(54)
Munich	36(34)	27(28)	10(13)	73(75)
Culham	19(20)	25(24)	11(14)	55(58)
TOTAL	183(183)	224(243)	198(203)	605(637)

(3) Chargés de cours détachés par le gouvernement

ECOLES	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg		1 (Portugais)	1
Bruxelles II		2 (Portugais)	2
Mol		1 (Portugais)	1
Bergen	1 (Espagnol)		1
TOTAL	1 (Espagnol)	4 (Portugais)	5

Sur les 605 chargés de cours, 198, soit 32,7% sont désignés par les autorités religieuses.

La diminution du nombre de chargés de cours entre 1993 et 1994 résulte du fait que des postes d'enseignants détachés ont pu être créés, notamment au cycle secondaire.

Les Ecoles ont besoin d'un nombre de chargés de cours pour combler les horaires des enseignants lorsque le nombre d'heures disponibles après l'attribution de l'horaire réglementaire à tous les détachés ne permet pas la création d'autres postes.

Il faut noter à ce sujet que les Conseils d'administration veillent à ce que des postes de titulaires soient demandés chaque fois que le nombre de cours le permet. Ils s'assurent cependant que le nombre d'heures disponibles soit suffisant pour éviter que l'année suivante un poste qui a été créé doive être supprimé.

III. SITUATION ET EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

L'Ecole européenne de Luxembourg mentionne dans son rapport de rentrée les efforts réalisés par les autorités luxembourgeoises au niveau de l'aménagement des bâtiments existants. Une nouvelle Ecole maternelle a été construite qui répond parfaitement aux besoins et aux normes de sécurité. Cette partie du bâtiment comprend également des salles permettant des réunions dans d'excellentes conditions. Par ailleurs, le gouvernement luxembourgeois a également procédé aux aménagements nécessaires pour faciliter l'accès des bâtiments aux enfants handicapés.

Néanmoins, compte tenu de l'élargissement de l'Union européenne, il faudra prévoir une extension des capacités d'accueil de cette Ecole, surtout si les nouveaux Etats membres demandent la création d'une section linguistique.

A Bruxelles I le gouvernement belge a prévu de construire de nouvelles salles d'éducation physique en remplacement des salles actuelles dont la construction présentait quelques inconvénients. Les travaux devraient débuter sous peu. Dans cette Ecole il faudra également prévoir une extension des capacités d'accueil par l'arrivée d'élèves venant des nouveaux Etats membres.

Plusieurs réunions ont déjà eu lieu à ce sujet et des concertations avec les autorités belges sont en cours pour permettre l'élargissement. La Commission a établi une ébauche du nombre de fonctionnaires qui seront recrutés en 1995. A partir de ces données il a été possible d'établir une projection sur le nombre d'élèves qui devraient être scolarisés à Bruxelles, et à Luxembourg.

A Bruxelles II, les autorités belges ont commencé les travaux d'agrandissement de la cantine ainsi que la construction d'une aile de 300 m² qui permettra un élargissement de l'espace disponible sur plusieurs niveaux. Les bâtiments provisoires construits en 1989 sur une partie du terrain de sport sont cependant encore nécessaires pour faire face à l'admission de nouveaux élèves.

A Varèse, la subvention extraordinaire qui a été versée par les autorités italiennes a permis la remise en état d'une partie importante des bâtiments existants. Cependant d'autres travaux s'avèrent nécessaires et la subvention annuelle prévue par la loi de finance italienne ne correspond qu'à la moitié environ de la subvention annuelle qui serait nécessaire. Par ailleurs, les bâtiments de l'annexe du primaire, située à Brebbia, soit à plus de 20 km de l'école-mère nécessite une réfection complète.

Le Conseil d'administration de l'école a émis le souhait à plusieurs reprises de voir s'effectuer un transfert des classes de Brebbia à Varèse, ce qui nécessiterait la construction de bâtiments scolaires dans l'Ecole-mère qui pourrait disposer de l'espace nécessaire si les bâtiments provisoires installés dans le parc étaient enlevés.

A Karlsruhe c'est l'aménagement en salles de sport qui fait défaut. En effet, l'école est obligée d'utiliser des salles en sous-sol, mal équipées et mal éclairées pour faire face aux besoins en sport tant au niveau primaire qu'au niveau secondaire. D'autres aménagements s'avèrent également nécessaires. Ils devront être entrepris dans un proche avenir.

A Bergen les perspectives pour une extension des bâtiments sont excellentes. Elle est prévue en 1995 pour le primaire et en 1996 pour le secondaire.

A Munich, la direction de l'école avait déjà attiré l'attention l'année dernière sur les limites des capacités d'accueil de cette école. Le rapport du Directeur pour la rentrée de septembre 1994 attire l'attention aux pages 13 et 14 sur les travaux urgents qu'il conviendrait d'entreprendre tant en ce qui concerne l'aménagement des salles de classe que du gymnase.

A Culham, les autorités britanniques veillent à assurer la maintenance des bâtiments existants. Les besoins se font sentir pour un laboratoire de sciences supplémentaire.

L'Ecole de Mol peut faire face aisément à l'accueil des élèves qui fréquentent cette école. Les locaux disponibles pourraient permettre l'accueil d'autres élèves en cas de besoin, notamment si de nouvelles sections devaient être créées. Pour cela il faudrait alors envisager également l'aménagement d'un internat dont le projet élaboré en 1991 n'a pas pu voir le jour en raison des réticences exprimées par les parents des élèves de Bruxelles de transférer leurs enfants à Mol.

Je tiens à remercier les autorités de chacun des six pays qui accueillent une Ecole européenne des efforts qui sont faits pour la maintenance et l'extension de ces Ecoles. Je sais combien la politique de construction d'écoles nationales rencontre des difficultés dans les différents pays. Les crédits alloués aux Ecoles européennes sont d'autant plus appréciés.

Je ne voudrais pas clore ce chapitre sans remercier une fois encore les gouvernements belge et luxembourgeois pour les efforts qu'ils font afin d'accroître les capacités d'accueil dans ces sites.

IV. ACTIVITES DEVELOPPEES DANS LES ECOLES EUROPEENNES

Les rapports des Directeurs contiennent de nombreuses informations sur les activités développées dans les Ecoles européennes. Elles touchent les domaines suivants:

- Domaine pédagogique:
 - Toutes les Ecoles mentionnent la mise en oeuvre de l'évaluation harmonisée en 5ème année secondaire. Cette mesure a été diversement appréciée et le Conseil d'inspection a mis en place une commission chargée de prendre en compte les observations formulées par les enseignants. Cette première expérience donnera sans doute lieu à des propositions d'aménagement pour l'avenir.
 - De nombreuses activités pédagogiques ont été développées dans les Ecoles. Elles concernent la culture, le théâtre, le sport, la musique. Les journées pédagogiques permettent aux enseignants de travailler sur des thèmes qui sont destinés à conduire à une meilleure harmonisation des programmes et des méthodes d'enseignement entre les différentes sections linguistiques. Certaines écoles ont préféré organiser ces journées une année sur deux au secondaire, ce qui leur permet de disposer de deux jours pour aborder des thèmes à l'intérieur de groupes de travail qui établissent ensuite une synthèse.
 - Les stages organisés selon un plan approuvé par le Conseil supérieur pour les différentes matières s'avèrent utiles, car ils permettent aux enseignants des différentes Ecoles d'échanger leurs expériences. Ces stages sont souvent animés par des experts extérieurs à l'Ecole et invités à l'initiative des inspecteurs.
 - La mise en place d'un groupe de travail inter-écoles sur l'orientation des élèves est apparue très utile. Dans chacune des Ecoles un orientateur a été désigné par section linguistique. L'un d'eux représente l'Ecole dans le groupe inter-écoles qui se réunit deux ou trois fois par an. Les orientateurs sont chargés d'informer les élèves à différents niveaux de l'évolution des systèmes scolaires et universitaires nationaux et d'orienter les choix des élèves dans leurs études.
 - D'autres activités pédagogiques locales sont organisées dans chacune des Ecoles à l'initiative des Directeurs, des Adjoints ou des enseignants. Les rapports des Ecoles contiennent des informations sur ces initiatives locales.
- Contacts avec les écoles locales

Les Ecoles entretiennent en permanence des contacts avec les écoles locales dans les domaines culturel et sportif. Il convient de citer notamment:

 - Les activités développées à Luxembourg où des équipes sportives ont participé au programme sportif de la LASEL et ont emporté les titres de champions nationaux du Luxembourg. L'Ecole a également participé à un tournoi international de basket-ball et de volley-ball entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne.

Des activités théâtrales et musicales ont permis aux élèves de l'Ecole européenne de se produire au théâtre des Capucins et au théâtre municipal de Luxembourg.

Des visites de musées ont également été organisées dans les pays limitrophes.

- Les activités développées à Bruxelles par les deux Ecoles européennes se situent au niveau sportif où des compétitions ont été organisées avec des écoles belges situées à l'extérieur de Bruxelles. Il s'agit entre autres des équipes de basket-ball, de volley-ball, de voile, de surfing et de kayak.

Au niveau musical, l'orchestre de Bruxelles I a effectué des voyages en France, au Royaume Uni, en Russie. Il a reçu également des orchestres de Jerusalem où il est invité à se rendre et de Barcelone. Il a participé à une manifestation musicale connue à Wavre avec une chorale hongroise. Des échanges ont été organisés entre Bruxelles I et des écoles de Barcelone, de Moscou, de Bonn et de Rome.

De nombreux contacts ont été pris entre l'Ecole de Bruxelles I et des écoles secondaires situées partout dans le monde, de Hawaï à la Suède, du Canada à l'Autriche. Des enseignants et des élèves ont participé à des rencontres organisées entre représentants de ces divers pays.

- A Mol la participation à la vie locale est particulièrement active. C'est ainsi que l'Ecole met à la disposition des handicapés de la région le Centre Monnet pour leur exposition annuelle d'art. L'Ecole participe aussi à l'aide locale pour le Tiers monde et pour les personnes défavorisées.

Des échanges sont organisés avec les groupes artistiques (peinture, céramique, musique) venus du Gabon, du Portugal et d'Allemagne.

- Varèse a développé de nombreux contacts avec les écoles locales mais aussi avec les écoles situées à Turin et à Milan. Le détail de ces contacts est énuméré aux pages 22 et 23 du rapport de l'Ecole.

En mai l'Ecole a organisé une grande fête ouverte à la population locale qui a manifesté un grand intérêt pour les activités théâtrales et artistiques développées par l'Ecole durant cette journée. L'orchestre de l'Ecole secondaire a donné plusieurs concerts locaux et a participé à une manifestation dans le cadre de la culture européenne à Lisbonne.

- A Karlsruhe, les contacts avec le pays hôte sont nombreux et diversifiés. Les équipes sportives de l'école participent régulièrement aux tournois organisés dans la région de Karlsruhe. Les groupes théâtraux se sont produits au théâtre de Karlsruhe et ont remporté un grand succès.

L'orchestre de l'école participe souvent à des manifestations musicales à Karlsruhe.

Les voyages scolaires ont permis aux élèves de découvrir d'autres modes de vie, soit lors de croisières sur des voiliers sur la mer baltiques, soit lors de visites à Londres, à Nîmes et en Sicile. Au cours de ces voyages, des rencontres ont pu être organisées.

- A Bergen, la Direction de l'Ecole tient également à éviter que l'Ecole européenne vive de manière isolée. C'est ainsi que les élèves ont participé activement à l'organisation d'un séminaire intitulé «solidarité entre les générations» qui groupait des jeunes et des moins jeunes du milieu local pour améliorer les contacts entre les générations. Des élèves ont également visité un home de personnes âgées malades et ont eu des échanges intéressants avec les patients. De nombreux clubs sportifs des environs de Bergen profitent des excellents aménagements sportifs de l'Ecole pour organiser des rencontres et des compétitions.

Chaque trimestre l'Ecole organise un bal qui est ouvert aux élèves des écoles locales. Au mois de mai les parents organisent une journée intitulée «Euromarket» qui attire beaucoup de personnes qui peuvent ainsi se familiariser avec les coutumes et la gastronomie des différents pays représentés à l'Ecole. En outre l'Ecole a apporté son aide à l'organisation «SOS village» et a recueilli des fonds importants qui ont pu être remis à la Croix rouge.

Des rapports sur les expériences des Ecoles européennes ont été publiés. Ils ont suscité l'intérêt de nombreux lecteurs et en particulier de parlementaires européens qui ont rendu visite à l'Ecole, accompagnés de journalistes qui ont publié des articles à ce sujet.

- L'Ecole de Munich reçoit beaucoup de visiteurs intéressés au fonctionnement des Ecoles européennes. Il s'agit de personnalités du monde éducatif et du monde culturel, aux niveaux scolaire et universitaire. L'Ecole participe en outre à des activités organisées au plan local. Il faut citer à ce propos les activités du «Club Europa» créé par l'OEB qui a organisé en 1994 un concours sur le thème «Invente l'Europe». Les travaux de ce concours ont été exposés à la fin du mois de mai 1994 avec beaucoup de succès. Au cours de l'année scolaire écoulée, les élèves ont participé à de nombreuses activités organisées à l'initiative des parents et avec la collaboration de l'Ecole. Elles concernent l'informatique, le foot-ball, le judo, le karaté, la natation, mais aussi le théâtre, l'art et la danse. Les élèves profitent très largement de ces activités qui leur offrent une ouverture vers le monde extérieur.

- L'Ecole européenne de Culham reçoit également beaucoup de visiteurs dont des professeurs et des élèves venant de Hawaï, de Hongrie, d'Allemagne, du Danemark, de Suisse, des Pays-Bas et de France. Ces visiteurs établissent de contacts avec les élèves et avec les enseignants de l'Ecole et les échanges ont lieu au plan épistolaire d'une part, mais aussi au plan concret, puisque, en échange, les élèves de Culham se sont rendus dans des établissements situés en Allemagne, en Hongrie et en Russie.

En outre, l'Ecole de Culham maintient les contacts déjà établis dans le passé avec des écoles locales et développe de nombreuses activités sportives et culturelles.

Pour l'ensemble des Ecoles, il faut mentionner tout particulièrement le déroulement d'Eurosport, du Model European Council et du Model European Parliament qui se déroulent alternativement dans l'une ou l'autre des Ecoles et dont les échos paraissent dans les presses locales ou les chaînes de télévision.

V. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE 1994

Depuis ce dernier rapport présenté au Conseil supérieur en janvier 1994, le Conseil supérieur s'est réuni:

- ☐ les 25 et 26 janvier 1994 à Bruxelles
- ☐ les 26 et 27 avril 1994 à La Haye
- ☐ les 25 et 26 octobre 1994 à Bruxelles

Le Conseil supérieur y a pris des décisions dans le domaine administratif et financier et dans le domaine pédagogique. Ces décisions, soigneusement préparées par les Comités préparatoires dont il convient de souligner le rôle important qu'ils jouent sont résumées ci-dessous:

Dans le domaine administratif et financier

- Le Conseil supérieur a approuvé un projet de Règlement concernant la protection des données personnelles dans le cadre du système de gestion des élèves. Le groupe de travail qui a préparé ce projet a tenu compte de toutes les dispositions réglementaires existant dans ce domaine au plan international.
- Le Conseil supérieur a désigné deux Directeurs du sexe féminin aux Ecoles européennes de Culham et de Luxembourg. Il a également désigné trois Adjoints pour le cycle primaire aux Ecoles européennes de Bruxelles I, de Luxembourg et de Munich. Les trois Adjoints sont du sexe masculin.
Les désignations se sont faites sur la base des rapports établis par le Comité de sélection mis en place par le Conseil supérieur et sur l'avis exprimé par les Conseils d'Inspection.
- Le Conseil supérieur a également décidé d'étendre la décision prise par la Chambre de recours au sujet des intérêts moratoires dus aux enseignants de Varese à ceux qui n'avaient pas introduit de recours compte tenu du fait que le Statut du personnel enseignant ne précise pas de délai de prescription.

- Le Statut des chargés de cours a été modifié pour le personnel engagé à compter de la rentrée de septembre 1994. Les anciens chargés de cours conservent le bénéfice de l'ancien Statut sous réserve du résultat d'une enquête juridique en cours. Les échelons de carrière pour les professeurs de religion sont maintenus dans ce nouveau Statut.
- La décision a été prise de doubler le minerval scolaire sur une période de dix ans. Des aménagements sont prévus pour que la combinaison de l'augmentation du minerval avec l'augmentation du taux de change des monnaies locales et le taux d'inflation du pays ne provoquent pas une augmentation supérieure à 15% par an en monnaie nationale. Quant à la fixation des critères d'exonération, une étude est en cours.
- L'article 22 du Règlement financier a été modifié de manière à alléger la procédure de virements de crédits.
- Le mandat des trois membres de la Chambre de recours a été renouvelé pour une période de trois ans s'achevant au plus tard le 31 août 1996. Ce mandat sera interrompu au cas où la nouvelle Convention serait ratifiée par les Etats membres, car celle-ci prévoit un autre mode de désignation des membres de la Chambre de Recours.
- Le taux de cotisation patronale et personnelle des enseignants à la Caisse de maladie a été réduit en raison de l'excédent de gestion très important de la Caisse.
- Les enfants des fonctionnaires du Secrétariat du Fonds européen d'investissement sont considérés dorénavant comme élèves admissibles de droit au même titre que les enfants des fonctionnaires des autres institutions communautaires.
- Quatre accords de financement ont été signés avec diverses sociétés en vue de l'admission des enfants des agents dans les Ecoles européennes de Karlsruhe, de Varèse et de Luxembourg.
- Enfin l'Accord entre la République Fédérale d'Allemagne et le Conseil supérieur a pu être signé pour le fonctionnement des Ecoles européennes de Karlsruhe et de Munich.

Dans le domaine pédagogique

- Le Conseil supérieur a modifié l'article 68 du Règlement général des Ecoles européennes en plaçant le Latin sur le plan d'égalité avec les autres matières lors de la promotion des élèves de la 3ème à la 4ème année du cycle secondaire.
- Le Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat européen a été modifié de manière à permettre aux enfants handicapés de passer les épreuves écrites et/ou orales dans les meilleures conditions.

- Le Règlement d'application a également été modifié pour tenir compte d'une demande des élèves de pouvoir disposer de deux périodes de cours pour les épreuves écrites dans les matières pour lesquelles les épreuves étaient limitées à une période en 6ème et en 7ème années.
- Le Conseil supérieur a marqué son accord pour la confection de fiches «Eurobio» pour les classes 4 à 7 du secondaire. Ces fiches sont destinées à tous les élèves des Ecoles européennes. Elles seront élaborées par les enseignants des Ecoles sous la direction d'un inspecteur. D'ici trois ans elles seront auto-financées comme le sont actuellement les fiches «Euromath» utilisées au cycle primaire.

RETROSPECTIVE

L'année 1994 s'est avérée bonne pour les Ecoles européennes. En effet, nos crédits n'ont pas fait l'objet d'un blocage de la part du Parlement européen, ce qui nous a permis de faire notre travail dans un climat positif. La collaboration étroite avec les Députés et fonctionnaires du Parlement européen qui s'était instituée à la fin de 1993 s'est avérée très efficace et a permis de façon constructive et transparente de jeter les bases de contacts suivis.

Par ailleurs, l'année 1994 a vu des améliorations notables apportées au fonctionnement financier quotidien des Ecoles européennes. Le processus d'informatisation en cours, ainsi que le contrôle financier renforcé ont eu pour effet de créer la «bonne gestion financière» évoquée dans le Règlement financier. Par conséquent, nous avons estimé bien mérité le bon rapport de la Cour des Comptes dont nous avons fait l'objet à la fin de l'année. Bien évidemment, de nouveaux progrès peuvent, voire doivent être réalisés. Mais ici, il faut signaler que parfois, des changements parfaitement réalisables à apporter à notre système sont bloqués, en raison du manque de consensus au sein du Conseil supérieur. Espérons que la nouvelle Convention rendra plus dynamique notre procédure de décision.

Les nombreux documents portant sur d'autres points de l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur mettent en évidence le beau travail effectué dans le domaine pédagogique tout au long de l'année. De tels progrès sont réalisés au niveau de la prise en charge de ceux de nos élèves qui ont besoin d'une aide particulière ou de «remedial teaching». A cet égard, je me réjouis de la création d'une commission permanente appelée à s'occuper de ces problèmes importants. Il faut cependant souligner que des crédits supplémentaires sont nécessaires si ces efforts doivent aboutir.

D'autre part, l'introduction à la fin de la 5ème du secondaire, d'une évaluation intermédiaire constitue un des essais pédagogiques les plus prospectifs de l'année écoulée. Malgré les problèmes techniques qu'amène dans son sillage tout progrès, cette innovation s'est avérée réussie. En effet, d'une part, elle a permis aux professeurs d'intensifier leur collaboration en vue de la rationalisation de programmes d'enseignement.

Ces contacts suivis entre les différentes Ecoles européennes, ainsi qu'avec le monde extérieur se sont poursuivis. Le tour d'horizon impressionnant des activités développées au cours de l'année scolaire 1993/1994 témoigne de l'ampleur de ces contacts et dément toute accusation portée contre les Ecoles faisant état de leur «isolement».

En outre, les liens qui existent entre les neuf Ecoles assurent l'harmonisation des programmes dans le meilleur sens du terme, ainsi que du traitement des élèves, ce qui est tout aussi important.

Les liens avec les écoles nationales permettent à celles-ci d'apprendre en nous côtoyant et vice-versa, ce qui est tout aussi important. Il ne faudrait pas que les Ecoles européennes finissent par devenir un monde fermé. En effet, nous avons bien des choses à proposer mais aussi à apprendre.

Heureusement, les programmes intensifs d'échanges d'élèves et d'enseignants se sont poursuivis, se portant essentiellement sur les contacts en Russie et en Hongrie. De cette façon, des centaines d'élèves et d'enseignants ont pu favoriser la compréhension réciproque, tant européenne qu'internationale.

Au seuil du Nouvel An, le Bureau a enfin pu trouver d'excellents locaux (grâce en grande partie à la Commission). Nous venons de déménager et sommes désormais prêts à poursuivre nos efforts communs visant à une nouvelle amélioration des Ecoles, lesquelles sont pourtant déjà bonnes. Je tiens à remercier également de leur collaboration:

- ☐ Les chefs de délégation, qui nous ont soutenus tout au long de l'année.
- ☐ Les autorités nationales qui à maintes reprises, ont accordé leur appui très apprécié et notamment en ce qui concerne nos programmes de construction. A Bruxelles, à Bergen, à Luxembourg et à Varèse, des projets formidables sont en cours de réalisation!
- ☐ La Commission avec laquelle nous avons des contacts quotidiens suivis et fructueux, portant sur un grand nombre de questions importantes.
- ☐ Les membres du Comité administratif et financier qui s'occupent toujours de nos problèmes de façon équitable, quoiqu'à la lumière des perspectives financières sombres de certaines régions d'Europe.
- ☐ Les Inspecteurs qui apportent leur contribution importante à la poursuite des progrès pédagogiques réalisés dans les Ecoles.
- ☐ Les Directeurs/trices (en effet, deux femmes occupent désormais cette fonction), qui ont fait preuve de loyauté et d'efficacité en tant que partenaires, non seulement dans leurs propres Ecoles mais aussi lors de leur participation dynamique à de nombreux commissions et groupes de travail.
- ☐ Les enseignants, qui ont joué parfaitement leur rôle de pierre angulaire de notre système.

- ❑ Les parents qui, par l'intermédiaire d'Interparents, ont su marquer de leur empreinte la plupart des innovations faites dans les Ecoles en 1994.
- ❑ Les élèves, pour lesquels nous travaillons tous et qui au sein du COSUP et dans les différentes Ecoles, se sont dévoués afin d'atteindre des résultats positifs.
- ❑ Les Conseils d'administration des Ecoles, qui ont su si bien prendre leurs responsabilités.
- ❑ Enfin tout le personnel du Bureau. En effet, mes collaborateurs se sont consacrés à leurs fonctions importantes afin de rendre service à tous ceux qui travaillent pour le compte des Ecoles européennes. Pour notre part, nous nous réjouissons tous à l'avance de l'année 1995.



OP 77.2
OP 46

IV. RAPPORT DU REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

M. OLSEN présente son rapport portant la référence 1212-D-94.

Il précise qu'il est particulièrement heureux de constater qu'en dehors d'un point délicat, l'année 1994 s'est déroulée dans de bonnes conditions. Il tient à remercier tous ceux qui ont contribué à l'évolution positive des Ecoles européennes.

M. OLSEN attire alors l'attention sur le fait que le Parlement européen a décidé de bloquer 4.500.000 Ecus du budget des Ecoles pour l'exercice 1995. Ce blocage a fait l'objet de justifications de la part du Parlement. Une réunion est prévue entre lui-même accompagné de M. SILVA et le Président de la Commission budgétaire du Parlement, M. SAMLAND et le Rapporteur de la Commission de contrôle budgétaire, Mme THEATO. Cette réunion aura lieu le 25 janvier à 18h. M. OLSEN espère que les entretiens qui auront lieu aboutiront à une conclusion positive permettant le déblocage du budget.

M. OLSEN souhaite la bienvenue aux deux observateurs de la Finlande et de la Suède. Il signale que la délégation autrichienne avait également été invitée mais n'a pas pu désigner un observateur pour la présente réunion.

L'arrivée des nouveaux Etats membres entraînera des difficultés de fonctionnement dans différents domaines dont il a déjà fait état dans un rapport qu'il avait fourni au Conseil supérieur lors de sa réunion d'octobre 1994.

Il signale à la délégation britannique en particulier que la création de nouvelles sections linguistiques signifiera sans doute la création nécessaire de plusieurs postes d'enseignement de anglais LII et LIII car les élèves des nouveaux Etats membres choisiront probablement en grande partie l'anglais comme langue étrangère.

M. OLSEN se réfère ensuite à l'indication qui figure à la page 4 de son rapport où il rappelle qu'un sous-comité du Conseil des Ministres étudie les améliorations à long terme à apporter au fonctionnement des Ecoles européennes. Il est heureux de signaler qu'un groupe de travail composé d'inspecteurs et de Directeurs se penche également sur cette question.

Le Représentant signale que le projet de création de la troisième Ecole européenne de Bruxelles progresse conformément au plan prévu. L'Ecole sera terminée pour la rentrée de septembre 1998. M. OLSEN remercie les autorités belges pour les efforts financiers considérables réalisés à la fois pour la 3ème École et pour l'aménagement de deux Ecoles existantes. Il remercie également les membres du «groupe Directeur» qui ont suivi l'évolution du projet.

M. OLSEN précise ensuite que les statistiques contenues dans le rapport, montrent une évolution positive pour l'ensemble des Ecoles européennes notamment en réduisant le nombre de chargés de cours au profit d'enseignants détachés. Il signale que la création de nouvelles agences décidée à Maastricht conduira le Conseil supérieur dans un proche avenir à prendre des décisions en ce qui concerne la création éventuelle de nouvelles Ecoles européennes.

L'accent est mis ensuite sur l'intégration des enseignants dans leur pays à l'issue de leur détachement aux Ecoles européennes. Si un certain nombre de pays confie à ses professeurs des tâches qui tiennent compte de l'expérience qu'ils ont acquise au cours de leur détachement, d'autres pays en revanche n'en tiennent pas assez compte. M. OLSEN signale que certains professeurs ont élaboré des projets contenant des idées sur la manière dont les enseignants pourraient être utilement employés pour développer dans leur pays d'origine l'idée de la dimension européenne de l'éducation.

M. OLSEN estime que, malgré certaines critiques exprimées par les enseignants, l'évaluation harmonisée introduite en 5ème année secondaire est un succès.

Il adresse ensuite des félicitations aux Ecoles pour les nombreux contacts qu'elles ont établis avec le monde extérieur. Ces efforts montrent que les Ecoles ne veulent pas vivre dans l'isolement.

Dans le domaine de l'intégration d'enfants handicapés de gros efforts ont été faits. Ils seront encore développés grâce à la création d'un groupe permanent qui veille à venir en aide à tous les élèves ayant des besoins spéciaux.

M. OLSEN termine l'exposé de son rapport en remerciant tous les groupes et les individus qui ont permis le développement des Ecoles.

M. SILVA remercie M. OLSEN pour son rapport et propose aux délégations de s'exprimer au sujet de ce rapport. Dans ce procès verbal, les réponses données par M. OLSEN figurent directement après les interventions des délégations afin de faciliter la compréhension de la discussion.

M. IOANNOU remercie M. OLSEN pour son rapport qui montre que des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines. Il pense que d'autres difficultés surgiront encore dans les relations avec le Parlement européen mais il souhaite que le Conseil supérieur ne soit pas confronté à d'autres blocages.

M. IOANNOU est favorable à l'idée qu'il faudrait créer de nouvelles Ecoles européennes là où s'implanteront les agences. Il espère ainsi voir naître une Ecole européenne à Tessalonique.

M. STOLDT constate avec satisfaction la diminution du nombre de chargés de cours. Il est également satisfait de voir que les Ecoles européennes se montrent très ouvertes vis-à-vis du monde extérieur. M. STOLDT souhaite cependant que les enseignants développent davantage les relations entre eux.

M. RIEGEL attire ensuite l'attention au nom de la délégation allemande, sur les points suivants:

- en page 2 du rapport il est fait mention des problèmes financiers liés à l'arrivée de nouveaux Etats membres. Il estime que lors de l'examen sur les priorités pédagogiques figurant au point B3 il faudra tenir compte de cette observation.
- en page 3 du rapport, le Représentant constate que certains pays n'utilisent pas suffisamment l'expérience que les enseignants ont acquise aux Ecoles européennes au moment de leur retour. La délégation allemande le regrette. Il attire l'attention sur le fait qu'au moment où les pays attachent une grande importance à l'internationalisation des écoles nationales, il serait bon que les expériences de ces enseignants soient exploitées. M. RIEGEL signale que dans la proposition de Statut du personnel enseignant en voie d'élaboration la limitation est clairement précisée.

M. OLSEN répond à M. RIEGEL en lui signalant que la remarque sur l'augmentation des coûts dus à l'arrivée des nouveaux Etats membres n'avait pas pour but d'émettre des réserves sur la demande d'accorder les priorités pédagogiques qui seront discutées au point B3.

M. BERNTH remercie également M. OLSEN pour son rapport complet. Il aimerait faire les observations sur les deux points suivants:

- en page 2 il est dit à la dernière ligne que l'on a renoncé à l'ouverture de la 3ème Ecole de Bruxelles un an à l'avance. Il voudrait avoir une explication sur les causes de cette décision.
- en page 7 on peut constater que le nombre de chargés de cours a effectivement diminué. M. BERNTH aurait voulu que le rapport fasse état de l'arrivée à temps de tous les enseignants nouvellement détachés au début de la rentrée scolaire.

M. OLSEN répond à chacun de ces points en signalant:

- que le retard pour l'ouverture anticipée de la 3ème Ecole est dû au fait qu'il estime qu'il n'est pas raisonnable d'ouvrir une Ecole lorsque les chantiers d'achèvement des bâtiments sont encore en cours.
- que tous les enseignants nouvellement détachés avaient rejoint leur poste pour la rentrée scolaire.

M. MORGAN exprime également ses vifs remerciements à M. OLSEN pour son rapport. Il exprime cependant sa déception sur le délai relativement long pour la construction de la 3ème Ecole à Bruxelles. Il aimerait avoir des précisions sur ce qui est envisagé pour l'accueil des élèves venant des nouveaux Etats membres.

M. OLSEN précise que la Finlande a demandé la création d'une section à Bruxelles tandis que la Suède demande la création d'une section à Bruxelles et à Luxembourg. M. OLSEN signale que des réunions sont prévues aujourd'hui et demain pour envisager les moyens d'accueillir les nouveaux élèves. En ce qui concerne l'Ecole actuelle de Bruxelles II, il est prévu une extension du bâtiment actuel.

M. OLSEN demande au Conseil supérieur un mandat en vue de négocier avec les autorités belges la meilleure solution à l'extension de Bruxelles II. Le Conseil supérieur accorde ce mandat à M. OLSEN. Il figurera dans le document intitulé «Décisions prises par le Conseil supérieur lors de sa réunion des 24 et 25 janvier 1995» faisant l'objet de l'Annexe au présent projet de procès verbal.

M. IRVINE fait observer qu'il serait correct d'utiliser les termes «Directeur» et «Directrices» lorsqu'il est question des chefs d'établissement. Par ailleurs, M. IRVINE attire l'attention sur le fait qu'en page 10 du rapport il est dit que les Ecoles disposent d'une journée pédagogique par an ou pour débattre des questions pédagogiques. Il estime que les Ecoles devraient disposer de deux jours par an, d'autant plus que les recommandations du Conseil supérieur vont dans le sens d'un accroissement du temps nécessaire pour assurer le recyclage indispensable.

M. OLSEN répond que dorénavant les termes «headmaster» et «headmistress» seront utilisés. En ce qui concerne l'accroissement du temps nécessaire au recyclage, la question est du ressort des Conseils d'inspection qui pourraient faire des propositions allant dans le sens du souhait exprimé par M. IRVINE.

M. MASTIK remercie M. OLSEN pour ce rapport qu'il considère comme très important. Il appelle de sa part les remarques suivantes:

- concernant l'internat de Mol, le Conseil supérieur a pris la décision d'abandonner ce projet. En conséquence, il faudrait éviter tout malentendu à ce sujet.
- il regrette que le rapport ne mentionne pas l'admission de droit des enfants des fonctionnaires du Fonds européen d'investissement.
- il signale que les Ministres de l'Education se sont penchés sur l'éventualité de la création de nouvelles Ecoles européennes et ont émis un scepticisme sur la nécessité de les étendre. Il estime dès lors que le rapport ne va pas dans le sens du souhait exprimé par les Ministres puisqu'il met l'accent sur la création éventuelle de nouvelles Ecoles là où il y aura des agences.
- il convient de développer les relations avec le monde extérieur tel que les décrit le rapport du Représentant. Les rapports des Directeurs devraient contenir à l'avenir un chapitre sur les relations structurelles entre les Ecoles et les Etats membres afin d'améliorer la préparation des enseignants nouvellement nommés dans les Ecoles européennes.

M. OLSEN rappelle au Conseil supérieur que deux Ministres de l'Education, le Ministre du Danemark et le Ministre des Pays-Bas ont effectivement émis des réserves sur l'élargissement des Ecoles européennes. D'autres Ministres en revanche ne partagent pas ces réserves et souhaitent davantage d'Ecoles européennes. M.OLSEN signale que des discussions se poursuivent à ce sujet au niveau du Conseil des Ministres.

M. MUSELLA, après avoir remercié M. OLSEN pour son rapport signale que la délégation italienne exprime sa préoccupation sur les rapports avec le Parlement européen qu'il aimerait voir améliorés. D'autre part, appuyé par M. AMATURO, M. MUSELLA signale que sa délégation ne voudrait pas lier directement le déblocage du budget à l'introduction d'une allocation différentielle négative. En effet, il s'agit en la matière d'un problème technique qui doit être examiné dans le cadre de la révision d'ensemble du Statut du personnel enseignant.

Mme PERFETTINI remercie M. OLSEN pour son rapport équilibré qui contient des informations très intéressantes. La délégation française s'associe aux remarques faites par M. MUSELLA pour regretter que ce rapport commence par mettre l'accent sur une ombre qui plane sur le bon fonctionnement des Ecoles. Cette observation aurait pu trouver sa place dans un autre endroit du rapport.

- Mme PERFETTINI souhaiterait connaître les difficultés rencontrées par les enseignants rentrés dans leur pays après leur détachement. Elle signale que la France fait de gros efforts pour exploiter les compétences acquises par ces enseignants. La délégation française souhaite que soit établi un document contenant les rapports qui seraient faits par les enseignants après leur retour dans le pays d'origine.
- Mme PERFETTINI constate que les Ecoles européennes évoluent, ce qui est le signe qu'elles sont sur la bonne voie.
- En ce qui concerne les relations avec le monde extérieur, la délégation française constate avec satisfaction que de sérieux efforts sont accomplis par les Ecoles européennes. Il serait bon que des projets permanents et nourris soient développés plutôt que des initiatives individuelles et dispersées.

M. OLSEN regrette que son rapport commence par une menace qui pèse sur nos Ecoles. Il veillera à ce que son rapport de l'année prochaine commence par une vue plus optimiste. En outre M. OLSEN précise qu'un rapport sera établi par les enseignants sur la manière dont ils envisagent le futur des Ecoles européennes grâce à l'expérience qu'ils ont acquise au contact de ces écoles.

M. EDWARDS au nom du Comité du Personnel, regrette que le rapport du Représentant mentionne les contacts qui ont été pris par les enseignants avec le Parlement européen au sujet de l'allocation différentielle négative. Il rappelle que seul le Comité du Personnel est l'interlocuteur des autorités pour les problèmes qui concernent le personnel enseignant. Les démarches qui ont été faites constituent des initiatives personnelles que les enseignants n'approuvent nullement.

M. EDWARDS rappelle en outre que le Comité du Personnel avait déjà exprimé le souhait en 1994

que les compétences des enseignants soient mieux utilisées lors du retour dans leur pays. Il regrette dès lors qu'à la page 3, le Représentant ait fait référence à l'initiative individuelle d'un enseignant à ce sujet. Enfin M. EDWARDS fait remarquer que si l'évaluation harmonisée de 5ème année secondaire est considérée comme un succès par certains, le personnel enseignant concerné a émis de nombreuses critiques à ce sujet. Le but de cet examen semble avoir été oublié. Le personnel enseignant considère que d'autres moyens moins contraignants que ceux mis en oeuvre auraient également pu conduire à une évaluation harmonisée.

M. OLSEN précise que les initiatives prises par des enseignants à propos de l'allocation différentielle négative ont été signalées par le Parlement lui-même. Il ne s'agit donc pas d'une information donnée à titre personnel.

M. MURPHY relève que le Représentant fait référence à la ratification de la nouvelle Convention portant Statut de l'Ecole européenne. Il estime que la mise en application de la nouvelle Convention permettra de résoudre de nombreux problèmes et fait appel aux délégations pour que celles-ci interviennent rapidement.

M. DE GRAEVE remercie à son tour M. OLSEN pour son rapport. Il constate que l'année 1994 fut une bonne année dans son ensemble.

Il constate que le rapport mentionne en page 5 le refus d'admission d'élèves en section de langue néerlandaise. Il aimerait obtenir des explications à ce sujet.

M. DE GRAEVE souhaiterait connaître le nombre d'heures enseignées par les chargés de cours plutôt que de connaître le nombre d'enseignants.

La délégation belge aimerait aussi recevoir des informations sur l'évolution des projets informatiques mis en place.

M. DE GRAEVE regrette que sa délégation n'ait pas été informée de l'évolution du projet de construction de l'Ecole européenne de Bruxelles III.

Enfin, M. DE GRAEVE souhaiterait savoir où en est la ratification de la nouvelle convention.

M. OLSEN s'étonne du fait que les autorités belges de la Régie des Bâtiments n'aient pas tenu la délégation belge du Conseil supérieur au courant de l'évolution du projet. Il rappelle que M. BOUCHER, membre du Conseil d'inspection est membre du «groupe Directeur» qui a participé régulièrement à l'évolution de ce projet. Concernant la ratification de la Convention, M. OLSEN signale que le Danemark et la Commission l'ont ratifiée et que le Royaume-Uni a annoncé la ratification sous peu. Quant à l'évolution des projets informatiques, M. OLSEN signale que des informations écrites seront fournies au Conseil supérieur car le responsable du service informatique du Bureau n'a pas pu participer à la présente réunion du Conseil supérieur pour des raisons familiales.

M. MASTIK souhaite obtenir une réponse à sa question sur l'admission de droit des enfants des agents du Fonds Européen d'Investissement.

M. PINCK rappelle qu'à la demande de la délégation néerlandaise, lors de la réunion du Conseil supérieur des 25 et 26 octobre 1994, M. ZITO a fait parvenir une lettre au Représentant du Conseil supérieur lui signalant que la Commission considère que ces élèves devront dorénavant être considérés comme élèves de droit. Cette décision figure dès lors dans le document intitulé «Décisions prises par le Conseil supérieur lors de la réunion des 25 et 26 octobre 1994». Elle figurera également dans la prochaine édition du Recueil des décisions du Conseil supérieur.

M. SILVA remercie une nouvelle fois M. OLSEN au nom du Conseil supérieur pour son rapport clair et complet qui contient de nombreuses informations dont le Conseil supérieur a besoin.

ECOLES EUROPEENNES

712-D-93

Orig.: Fr/En

12 janvier 1994

**RAPPORT DU REPRESENTANT
DU CONSEIL SUPERIEUR
DES ECOLES EUROPEENNES**

*** 1993 ***

Perspectives...

L'année 1994 sera importante pour les Ecoles européennes.

En effet, il faut absolument que le malentendu qui existe entre le Parlement européen et nous-mêmes soit dissipé et que le processus amélioré de communication et d'information entamé en 1993 soit poursuivi et développé. Dans ce contexte, il importe de clarifier les rapports entre le Conseil des Ministres, le Parlement européen, la Commission et le Conseil supérieur, pour que le partage de compétences entre ces différents organes soit précisé et que le processus de décision puisse fonctionner efficacement. En outre, l'accroissement du flux d'informations doit se poursuivre et des forums doivent être créés afin de permettre des échanges de vues concrets sous forme de face-à-face, par exemple, par la constitution d'une commission mixte permanente.

Par ailleurs, les travaux en matière de planification de la troisième Ecole européenne de Bruxelles se poursuivront et s'intensifieront. Le problème fondamental de sa taille et des mètres carrés à prévoir par élève a pu être résolu entre-temps selon les lignes directrices fixées par le Conseil supérieur et les autorités belges. Par conséquent, la nouvelle Ecole à construire pourra accueillir environ 2400 élèves et sera conforme aux normes belges en matière d'espace vital.

Enfin, le Groupe de travail permanent, dont les membres sont des représentants des deux Ecoles de Bruxelles existantes (Directeurs, enseignants, parents), de la Commission, des autorités belges et des deux universités de Bruxelles (l'ULB et la VUB), a été renforcé par deux Inspecteurs (pour le cycle primaire et le cycle secondaire).

La prochaine étape consistera en une discussion en janvier sur des plans de situation plus détaillés pour la disposition des différents bâtiments scolaires, ainsi que sur les mesures à envisager en vue de résoudre les problèmes de circulation.

D'autre part, à l'issue de l'audition du Parlement européen, la nouvelle Convention progressera vers la ratification. Parallèlement à ce procédé, un sous-comité du Comité de l'éducation du Conseil des Ministres se penchera sur certains aspects de l'amélioration éventuelle à terme de la gestion des Ecoles européennes.

Par ailleurs, la direction quotidienne des Ecoles ira sans doute en s'améliorant, suite à l'informatisation en cours. En effet, le projet COBEE (le volet comptabilité) est désormais mis en oeuvre dans toutes les Ecoles et les projets PERSEE (le personnel enseignant) et ELEE (les élèves) sont en bonne voie. Bien évidemment, on tirera profit de l'expérience acquise lors de la mise en oeuvre du système COBEE pour les besoins des projets PERSEE et ELEE, afin que l'ensemble du processus puisse se dérouler avec un minimum de problèmes. Toutefois, on ferait preuve de trop d'optimisme en affirmant qu'aucun problème ne se posera.

Mais je suis persuadé qu'on arrivera à un bon résultat pour la fin de l'année 1994, grâce aux beaux efforts de toutes les parties intéressées.

Enfin, le renforcement du contrôle financier représente une autre mesure importante, susceptible d'améliorer nos procédures budgétaires et financières. A cet égard, la nomination récente d'un Contrôleur financier subordonné est un élément essentiel.

D'autre part, parmi les perspectives d'avenir les plus passionnantes, figure certainement la création d'un certain nombre de nouvelles agences de l'EU. Le jour même de cette décision, j'ai pris contact avec toutes les délégations intéressées pour leur demander si l'établissement d'une telle agence sur leur territoire nécessitera la création d'une Ecole européenne.

Dans ce contexte, il semble pertinent de faire allusion aux discussions antérieures qui ont eu lieu au sein du Conseil supérieur sur base d'un document rédigé par les Directeurs, dans lequel ceux-ci rappellent un certain nombre de possibilités en ce qui concerne le recours aux Ecoles européennes en tant que modèles, allant de la création de «vraies» Ecoles européennes au seul recours à certaines caractéristiques propres aux Ecoles européennes, et en passant par la création de sections linguistiques. L'année 1994 fera apparaître la voie à suivre. A cet égard, le Conseil supérieur sera sans doute appelé à faire certains choix. Heureusement que nous avons pratiqué la collaboration entre le Bureau et les Ecoles d'une part, et les autorités nationales d'autre part, lors de l'introduction de la Dimension européenne.

Il ressort clairement de l'enquête sur les activités au cours de l'année scolaire 1992/1993, que les Ecoles ne sont sûrement pas isolées et que nos liens avec d'autres établissements scolaires vont s'intensifier dans un proche avenir. Puisque nous avons appris à mieux nous faire connaître auprès d'autrui et que nous faisons de plus en plus figure d'ateliers pédagogiques de la Dimension européenne, nous recevrons des demandes d'informations et d'aide sans cesse grandissantes.

Enfin, j'ai réservé peut-être le plus grand défi pour la fin de ce volet prospectif : je veux parler de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne. A cet égard, j'ai déjà pris contact avec certains pays, lesquels bien sûr, souhaitent vivement se renseigner sur les possibilités scolaires ouvertes aux enfants de leurs fonctionnaires.

En effet, la tâche que représente l'intégration de ces nouveaux pays constitue un défi auquel tous ceux qui travaillent au sein des Ecoles européennes devront faire face ensemble.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

A la rentrée de septembre 1993, un nouvel accroissement global des effectifs scolaires a pu être enregistré : 15.058 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 146 élèves par rapport à l'année précédente.

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	411	1.266	1.611	3.288
Bruxelles I	273	1.153	1.975	3.401
Bruxelles II	150	918	1.424	2.492
Mol	49	216	456	721
Varese	119	494	622	1.235
Karlsruhe	80	475	687	1.242
Bergen	80	323	435	838
Munich	81	371	548	1.000
Culham	97	304	440	841
TOTAL	1.340	5.520	8.198	15.058

Il faut noter que :

- dans six des neufs Ecoles, les effectifs ont augmenté.
- dans trois Ecoles les effectifs ont diminué.

Les augmentations se situent à 1,73% pour l'Ecole de Luxembourg, à 1,28% pour l'Ecole de Bruxelles I, à 1,71% pour l'Ecole de Bruxelles II, à 4,49% pour l'Ecole de Mol, à 1,22% pour l'Ecole de Karlsruhe et à 3,1% pour l'Ecole de Munich.

Les diminutions se situent à 1,04% pour l'Ecole de Varese, à 5,42% pour l'Ecole de Bergen et à 1,2% pour l'Ecole de Culham.

L'augmentation du nombre d'élèves à Luxembourg et dans les deux Ecoles de Bruxelles est essentiellement due à l'inscription d'enfants admissibles de droit car ces Ecoles pratiquent toujours une politique stricte en ce qui concerne la limitation des inscriptions d'élèves privés, compte tenu du fait que les locaux actuels ne permettent pas le dédoublement de classes. A Mol, compte tenu des effectifs relativement réduits des classes dans certaines sections linguistiques, l'administration d'élèves ne pose pas de problèmes essentiels de locaux. L'Ecole de Munich croît par l'admission d'élèves dont les parents appartiennent à l'OEB.

L'accroissement dans cette Ecole se situe au niveau du primaire et du secondaire (44 et 70 élèves) alors qu'au niveau maternel il faut constater une diminution du nombre d'élèves (81 au lieu de 87 en 1992).

A Karlsruhe c'est au niveau du secondaire que se situe l'augmentation (687 au lieu de 651 en 1992) alors que dans les autres cycles on constate une diminution des effectifs. La direction de l'Ecole fait observer que la capacité maximale d'admission dans cette Ecole est atteinte.

A Bergen, les effectifs sont en diminution dans chacun des trois cycles tandis qu'à Varèse, la diminution d'élèves est sensible à l'Ecole secondaire (622 au lieu de 653) alors qu'elle est en augmentation au niveau primaire et au niveau maternel.

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES ET EFFECTIF DES CHARGES DE COURS

La situation au 15 septembre est la suivante :

ECOLES	en fonction au 15/09/92	en fonction au 15/09/93	Augmentation ou diminution
Luxembourg	202	204	+1%
Bruxelles I	223	226	+1,35%
Bruxelles II	155	156	+0,6%
Mol	66	67	+1,5%
Varese	98	98	/
Karlsruhe	88	87	-1,14%
Bergen	68	70	+2,9%
Munich	67	67	/
Culham	79	76	-3,8%
TOTAL	1.046	1.051	+0,5%

Les effectifs sont à peu près stables. En effet, alors que la population scolaire a augmenté de $\pm 1\%$ par rapport à la rentrée de 1992, le nombre d'enseignants a augmenté de 0,5% ce qui s'explique par le fait qu'en recrutant des élèves, il n'est pas nécessaire partout d'engager des enseignants nouveaux.

Le nombre relativement élevé de chargés de cours en fonction dans les Ecoles est expliqué dans le document 2112-D-93 qui fait l'objet d'un point B de l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur. Les effectifs de chargés de cours par Ecole sont repris ci-dessous :

ECOLES	Primaire	Secondaire	Religion	Total
Luxembourg	25	32	27	84
Bruxelles I	28	51	47	134
Bruxelles II	19	33	40	92
Mol	8	24	11	43
Varese	19	14	18	51
Karlsruhe	15	14	17	46
Bergen	15	23	16	54
Munich	34	28	13	75
Culham	20	24	14	58
TOTAL	183	243	203	637

Sur les 637 chargés de cours, 203 soit 31,9% sont des enseignants de religion dont le recrutement échappe aux Directeurs.

III. SITUATION ET EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Les activités développées dans les Ecole européennes sont décrites dans les rapports de rentrée des Directeurs. Il convient de noter en particulier :

- ☐ les activités culturelles et sportives qui se sont déroulées à la fois à l'intérieur de l'Ecole mais aussi au niveau inter-scolaire,
- ☐ les échanges qui ont eu lieu avec des Ecoles locales ou avec des établissements scolaires situés en dehors de la Communauté européenne, notamment avec les pays de l'Est,
- ☐ les efforts faits pour assurer une bonne orientation des élèves au cours de leurs études ou à la fin du cycle secondaire,
- ☐ les réalisations effectuées dans chacune des Ecoles pour renforcer la conscience européenne non seulement à l'intérieur des établissements grâce aux efforts accomplis par les différents

professeurs mais aussi vis-à-vis des établissements locaux, par la participation des élèves à des conférences ou par l'invitation des médias à visiter les Ecoles européennes.

- ☐ la poursuite des activités telles que le Model European Council ou le Model European Parliament où les élèves simulent le déroulement de réunions de Parlementaires européens après une préparation minutieuse avec l'aide précieuse de leurs professeurs.
- ☐ le déroulement de classes vertes et de classes de neige au cycle primaire qui permettent aux élèves des différentes sections linguistiques de mieux se comprendre, facilitant ainsi l'intégration européenne dès le plus jeune âge.
- ☐ la pratique de journées «portes ouvertes» dans la plupart des Ecoles, afin de sortir les Ecoles européennes d'un isolement qui est parfois critiqué.

IV. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE SCOLAIRE

Depuis le dernier rapport présenté au Conseil Supérieur de janvier 1993, nous nous sommes réunis :

- les 27 et 28 avril 1993 à Luxembourg.
- le 15 septembre 1993 à l'occasion d'une rencontre exceptionnelle due aux difficultés créées par le blocage du budget des Ecoles par le Parlement européen.
- le 26 octobre 1993 à Bruxelles.
- le 30 novembre 1993 à Bruxelles pour une rencontre avec quelques membres de la Commission budgétaire du Parlement européen.

Les réunions ordinaires, celle d'avril et celle d'octobre ont été préparées par les Comités préparatoires, alors que les deux réunions extraordinaires ont été provoquées par l'intérêt tout particulier du Parlement européen à la situation budgétaire des Ecoles.

I. Concernant les deux réunions extraordinaires

A savoir celle du 15 septembre 1993 et celle du 30 novembre 1993, elles avaient pour objet de prendre en compte les observations faites par les deux Commissions du Parlement européen, concernées par les Ecoles européennes, la Commission de l'Education, de la Culture et des Médias et la Commission budgétaire.

Les dialogues et les échanges de correspondances qui ont eu lieu ont permis d'obtenir un déblocage du budget de l'exercice 1993 dont 5.780.000 Ecus avaient été inscrits au chapitre 100 du budget de la Commission et ne pouvaient être utilisés que dans certaines conditions. Le Parlement européen a levé le blocage pour 1993. Il a aussi voté le budget de 1994 dans sa totalité, après avoir reçu l'assurance que des contacts plus fréquents et plus directs seront établis entre le Conseil supérieur et l'autorité budgétaire que représente le Parlement européen.

II. Concernant les deux réunions ordinaires, à savoir

Celle des 27 et 28 avril 1993 et celle du 26 octobre 1993 elles avaient été préparées minutieusement par les Conseils d'inspection, les Comités pédagogiques et le Comité administratif et financier.

Les décisions qui ont été prises concernent à la fois le domaine administratif et financier et le domaine pédagogique.

1) Dans le domaine administratif et financier :

- ☐ Le Conseil supérieur a arrêté les règles fixant la protection de données informatiques pour les fichiers signalétiques du personnel.
- ☐ Il a énoncé les règles à respecter en matière de gestion du personnel et a énuméré le contenu des pièces qui doivent figurer dans les dossiers pédagogiques et administratifs du personnel enseignant.
- ☐ Le Conseil supérieur a relevé le minerval scolaire en l'adaptant au taux d'inflation, conformément aux décisions prises en avril 1987 et qui n'ont pas été respectées dans le passé. C'est pourquoi le Conseil supérieur a décidé d'adapter pour le minerval le taux cumulé de l'inflation depuis 1987.
- ☐ Le Conseil supérieur a procédé à la nomination du Directeur de l'Ecole européenne de Varèse et du Directeur Adjoint pour le cycle secondaire de l'Ecole européenne de Karlsruhe à compter du 15 septembre 1993.
Il a également accordé la mutation du Directeur actuel de Luxembourg vers Bruxelles II et du Directeur actuel de Culham vers Munich à compter du 15 septembre 1994.

- Le Conseil supérieur a attribué à l'Espagne pour la rentrée de septembre 1993, le poste de Directeur Adjoint pour le cycle secondaire à Varese. La nomination à ce poste a été effectuée par la procédure écrite s'achevant le 13 juillet 1993, sur avis des Conseils d'inspection après examen des candidatures par un Comité de sélection,
- Le Conseil supérieur a également attribué pour la rentrée de septembre 1994 les postes suivants aux différents pays :
 - à la France le poste de Directeur à l'Ecole européenne de Luxembourg,
 - à l'Italie le poste de Directeur à l'Ecole européenne de Culham,
 - à l'Allemagne le poste d'Adjoint du Directeur pour le cycle primaire à Luxembourg,
 - à la Belgique le poste d'Adjoint au Directeur pour le cycle primaire à Munich,
 - au Portugal le poste d'Adjoint au Directeur pour le cycle primaire à Bruxelles I.

La proposition de sélection a été effectuée par deux Comités de sélection, elle a ensuite été soumise aux deux Conseils d'inspection. Le Conseil supérieur sera appelé au cours de la présente réunion à désigner les Directeurs et les Directeurs Adjoints pour la rentrée scolaire prochaine après examen des avis donnés par les Comités de sélection et les Conseils d'inspection.

- Le Conseil supérieur a également décidé de créer un poste de Contrôleur financier subordonné à compter du 01 janvier 1994. Lors de sa réunion du 26 octobre 1993, sur proposition du Comité de sélection, le Conseil supérieur a nommé la personne de nationalité portugaise qui occupera ce poste.
- Il a été décidé de créer un poste d'instituteur détaché pour les élèves portugais de Mol et de créer des cours de mathématiques et de langue de base portugaise pour le cycle secondaire de cette Ecole. Cette décision n'implique pas la création d'une section portugaise à Mol.
- Deux accords de financement ont été signés entre le Conseil supérieur et la firme Dow Italia pour l'admission d'élèves à l'Ecole européenne de Varèse et avec la firme NAM pour l'admission d'élèves à l'Ecole européenne de Bergen.

2) Dans le domaine pédagogique :

□ Les rapports des deux Présidents des Conseils d'inspection montrent de manière exhaustive l'activité développée par les Inspecteurs au cours de l'année scolaire 1992-1993. Ces activités ont été concrétisées par les décisions prises par le Conseil supérieur dans les domaines suivants :

- Le Conseil supérieur a approuvé la mise au point faite par les Inspecteurs sur les dispositions relatives à l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes. Cette mise au point était nécessaire pour éviter la confusion dans l'appellation des langues à différents niveaux de la scolarité des élèves.
- Le Conseil supérieur a également approuvé une nouvelle réglementation pour l'enseignement de la langue maternelle pour les élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique dans leur Ecole.
- Les plans de formation continue pour le cycle primaire (plan de 4 ans) et pour le cycle secondaire (plan pour la prochaine année scolaire) ont été approuvés.
- Le Conseil supérieur a approuvé en outre, le plan-cadre d'éducation artistique pour le cycle primaire.
- La mesure transitoire prise par le Conseil supérieur pour la tâche hebdomadaire des enseignants du secondaire a été reconduite pour l'année scolaire 1993-1994.
- Concernant les priorités pédagogiques demandées par le Comité pédagogique secondaire, le Conseil supérieur a décidé de reporter la discussion à la réunion de janvier 1994 sur base d'une nouvelle discussion qui aura eu lieu au Comité administratif et financier le 17 décembre 1993.

Bien entendu, les Comités pédagogiques et les Conseils d'inspection ont développé de nombreuses activités dont les résultats n'ont pas nécessité la proposition de décisions de la part du Conseil supérieur. Les rapports sur les visites d'inspection communes dans les Ecoles de Mol et de Munich, l'examen du Statut des chargés de cours, l'examen des rapports des examinateurs externes et celui du Président des jurys du Baccalauréat ne sont que quelques exemples des points qui ont fait l'objet de discussions au sein des Comités et Conseils pédagogiques et qui figurent par ailleurs à l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur.

Rétrospectives

A certains égards, l'année 1993 s'est avérée difficile pour les Ecoles européennes. Le montant de 5.780.000 ECU bloqués par le Parlement européen n'a été débloqué qu'au début du mois d'octobre, ce qui a empêché les Ecoles de suivre les principes de la «bonne gestion financière» énoncés dans le Règlement financier.

A côté de ce problème financier et budgétaire, des projets de rapports sur les Ecoles européennes ont été rédigés par deux députés européens, à savoir, Madame Theato et Monsieur Oostlander. Même si nous sommes conscients des imperfections de notre monde, lesquelles d'ailleurs, nous essayons sans cesse d'éliminer, certaines des accusations faites dans les rapports, et notamment «notre isolement», ont généralement été jugées excessives. Et nombreux sont ceux qui ont bien voulu prendre la défense des Ecoles.

Bien évidemment, il serait trop facile de ne rien faire d'autre que de critiquer ceux qui nous critiquent au sein du Parlement européen. Il faut aussi que nous rendions compte de la nécessité de communications encore améliorées et intensifiées. Un tel processus a été entamé vers la fin de l'année lors des débats au Parlement européen sur le blocage éventuel d'un montant encore plus important du budget 1994. Une série de rencontres à plusieurs niveaux a permis d'éviter ce blocage et il est évident que les rapports étroits établis entre le Conseil supérieur et le Parlement européen à cette occasion, doivent se poursuivre et se développer.

Sous tous les autres rapports, l'année 1993 a été bonne, l'évolution au sein des Ecoles ayant été largement positive, comme en témoignent les documents précédents.

Nous avons fêté notre 40ème anniversaire! Cela s'est fait en grande pompe, de nombreuses fêtes ayant été organisées à l'Ecole européenne de Luxembourg, en présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse de Luxembourg, ainsi que de nombreux autres amis des Ecoles. Je tiens à remercier tous ceux qui ont fait un événement mémorable et qui par leur présence et par les discours prononcés, ont bien voulu nous apporter tout leur soutien.

Par ailleurs, je remercie vivement l'Ecole européenne de Luxembourg de l'organisation magnifique de ces fêtes.

Ce 40ème anniversaire a également été marqué par la publication d'un Livre commémoratif de ces 40 ans, lequel donne un aperçu kaléidoscopique de notre histoire et indique la voie à suivre à l'avenir. Un grand merci à tous les collaborateurs.

D'autre part, il ressort clairement d'une enquête sur les contacts entre les Ecoles européennes et le monde extérieur au cours de l'année scolaire 1992-1993, que nos contacts avec d'autres établissements scolaires sont plus importants que cela n'est généralement le cas pour des établissements scolaires nationaux. De nouvelles enquêtes de ce genre seront réalisées, également en vue de démontrer que les Ecoles ne sont pas isolées et que nous contribuons beaucoup à la mise en oeuvre de la Dimension européenne dans les établissements scolaires nationaux.

Les demandes de renseignements à notre sujet sont en augmentation constante et parmi les exemples concrets de notre rayonnement, figurent notamment les «Europaschulen» à Berlin. Créées en 1992 et inspirées des Ecoles européennes, ces Ecoles développent certaines de nos caractéristiques sur le plan tant local que national.

Quant à l'organisation de notre travail, il faut rappeler que l'année 1993 a vu l'intensification de la participation de la Présidence, par exemple, à la préparation de nos réunions. En effet, des séances préliminaires de planification ont eu lieu avant toutes les grandes réunions. Un grand merci aux délégations luxembourgeoise et néerlandaise de leur bonne collaboration.

Enfin, il ne me reste plus qu'à remercier vivement tous ceux qui au cours de l'année 1993 ont aidé à l'amélioration des Ecoles, lesquelles fonctionnaient pourtant très bien déjà, à savoir :

- ☐ Les Chefs de délégation, lesquels nous ont vraiment soutenus au niveau national, ainsi que lors de nos réunions de cette année, surtout dans nos contacts avec le Parlement européen.
- ☐ Les autorités nationales, puisque sans leur soutien, les Ecoles ne pourraient fonctionner. A titre d'exemple, je citerai notre excellente collaboration avec les Ministères des Travaux publics belge et luxembourgeois en vue de l'agrandissement des installations existantes.
- ☐ La Commission, pour sa collaboration étroite, allant des domaines généraux, tels que les travaux sur la nouvelle Convention, aux détails se rapportant à des problèmes quotidiens se posant dans les Ecoles.
- ☐ Les membres du Comité administratif et financier, pour la recherche de solutions à de nombreuses questions budgétaires, ainsi que pour la mise au point de procédure dans notre Règlement général.

- ☐ Les Inspecteurs, lesquels ont trouvé le temps de visiter les Ecoles et d'élaborer d'excellents rapports d'évaluation, en plus des travaux en cours au sein des nombreux comités et groupes de travail.
- ☐ Les Enseignants, lesquels ont non seulement rempli leur tâches pédagogiques en classe de façon excellente, mais ont également consacré beaucoup de temps aux travaux des différents commissions et conseils, tant au niveau local que dans les groupes de travail statutaires.
- ☐ Les parents, lesquels ont su très bien s'organiser au sein d'Interparents et dont les associations de chaque Ecole ont eu une influence positive sur la procédure de décision.
- ☐ Les Directeurs, lesquels au cours d'une année difficile, ont su assurer le bon fonctionnement des Ecoles et ont également trouvé le temps d'influencer les décisions importantes prises au sein des différents comités et groupes de travail.
- ☐ Enfin, tout le personnel du Bureau. En effet, mes collaborateurs ont une nouvelle fois fait preuve de leur profond dévouement à l'égard de leur travail et de leur forte motivation en vue d'améliorer nos prestations en faveur de tous les partenaires du monde des Ecoles européennes.

Nous sommes tous prêts à faire face au défi de l'année 1994.
